

La flexibilité, la grande oubliée de la transition énergétique

La hausse des prix de l'énergie finira-t-elle par convaincre de l'impérieuse nécessité de consommer moins et mieux ? Une tribune de Luciole, qui réunit des PME du secteur des usages et de la consommation d'énergie.

Mieux produire l'électricité et décarboner nos usages sont des objectifs qui ont le vent en poupe en raison du contexte économique et géopolitique, d'une adhésion des consommateurs et de soutiens financiers massifs : 5 milliards d'euros par an pour les ENR, 5 milliards d'euros pour la décarbonation de l'industrie en 2030. Consommer moins, thème incluant à la fois la performance et la sobriété énergétique, est une ambition plus difficile à porter politiquement, car le consommateur l'associe — à tort — à une perte de confort, à des contraintes ou à la décroissance économique. Malgré cela, les pouvoirs publics ont su construire un dispositif extrabudgétaire intelligent (les CEE) ne pesant pas sur les finances publiques et offrant 4 milliards d'euros par an aux consommateurs pour réaliser des travaux. Au regard des projets menés, on constate des économies financières substantielles et sur le long terme pour le consommateur, mais également un gain de confort pour les ménages (après rénovation ou isolation) et de compétitivité pour les entreprises.

L'objectif visant à mieux consommer l'énergie demeure, quant à lui, le parent pauvre des mesures prises. Consommer mieux s'entend comme l'action de concentrer ses usages lorsque l'énergie produite est abondante, non carbonée et moins chère. Malheureusement, l'autoconsommation solaire est peu soutenue et les tarifs de fourniture de l'énergie peu incitatifs et déconnectés de la production réelle d'origine renouvelable. L'autre moyen de consommer mieux l'énergie pour un consommateur est de s'engager à moduler sa consommation ponctuellement après réception d'un signal de tension du système électrique. Depuis quinze ans, le service d'effacement de consommation lors des pointes de

consommation est rémunéré au consommateur, car il contribue à assurer la sécurité d'approvisionnement sans qu'on ait à avoir recours à des centrales polluantes ou des investissements sur les réseaux. Pourtant, le gisement de flexibilité de consommation valorisé est faible aujourd'hui en France et très en deçà des objectifs de la Programmation pluriannuelle de l'énergie (3 GW au lieu de 4,5 GW). Ceci s'explique par le conservatisme des gestionnaires de réseaux (GR), habitués à équilibrer le système électrique grâce à des sources de production pilotables mais polluantes et par l'absence de prise en compte des besoins en flexibilité d'autres acteurs que les GR. La défiance vis-à-vis de la flexibilité de consommation explique la prolongation regrettable du fonctionnement des centrales à charbon.

De même, plutôt qu'offrir un cadre réglementaire permettant aux consommateurs de moduler à la hausse leur consommation pour absorber le surplus de production d'électricité d'origine renouvelable, les GR ont déployé un dispositif d'écêtement de la production ENR. Plus récemment, alors que le Sénat et la Cour des comptes s'alarment du retard pris dans le développement de la flexibilité de consommation, la réglementation prévoit paradoxalement d'exclure du mécanisme de soutien à partir de l'hiver 2023 la flexibilité de plusieurs consommateurs pourtant engagés à soutenir le système électrique. Notre incapacité à développer la flexibilité à hauteur de ce qui est prévu dans les plans nationaux successifs depuis quinze ans donne des sueurs froides à la lecture de l'étude « Futurs énergétiques 2050 » de RTE. Ce n'est pas 3 GW de flexibilité de consommation mais 15 GW dont il faudra disposer pour équilibrer une consommation électrique en forte croissance et la production d'un parc de moins en moins pilotable puisque réparti entre nucléaire et énergies renouvelables. Y parviendrons-nous avec le paradigme actuel ? Assurément non. Opérons la conduite du changement dans la gestion du système électrique. Accompagnons le consommateur pour qu'il contribue à la transition énergétique. Mettons en place un portage politique clair, confiant et courageux. Nous bénéficierons ainsi de l'ensemble des externalités positives que la filière des flexibilités doit apporter à la collectivité